

ETATS-UNIS

Le variant Omicron pourrait peser sur l'inflation américaine, craint Jerome Powell

Selon le président de la Fed, auditionné mardi par une commission du Sénat dans le cadre du suivi des plans de relances, le variant pourrait peser sur l'emploi aux Etats-Unis et ralentir la reprise économique



Jerome Powell à Washington, le 22 novembre 2021. — © AP/Susan Walsh

AFP

Publié mardi 30 novembre 2021 à 04:37
Modifié mardi 30 novembre 2021 à 04:37

[Le nouveau variant Omicron du Covid-19](#), qui a poussé de nombreux pays à prendre des mesures de restriction de voyages, fait naître des craintes pour la reprise économique mondiale, et notamment aux Etats-Unis. «La récente augmentation des cas de Covid-19 et l'émergence du variant Omicron posent des risques à la baisse pour l'emploi et l'activité économique et accroissent l'incertitude quant à l'inflation», selon le discours que prononcera Jerome Powell, le président de la banque centrale américaine (Fed), mardi matin devant la commission bancaire du Sénat, et qui a été publié lundi.

Lire aussi: [Transitoire ou durable, l'inflation bat des records](#)

En effet, «de plus grandes inquiétudes concernant le virus pourraient réduire la volonté des gens de travailler en personne, ce qui pourrait ralentir les progrès sur le marché du travail et intensifier les perturbations de la chaîne d'approvisionnement», a-t-il précisé.

Joe Biden a reçu, lundi, des poids lourds de la distribution aux Etats-Unis comme le géant Walmart. Ils ont assuré que la situation s'améliorait sur le front des problèmes d'approvisionnement constatés depuis l'été aux Etats-Unis.

Optimiste sur l'aspect transitoire de l'inflation

Le président de la Fed, que Joe Biden vient de renommer pour un second mandat, a également indiqué qu'«il apparaît désormais que les facteurs qui poussent l'inflation à la hausse persisteront largement l'année prochaine». Cependant, il a souligné que «la plupart des prévisionnistes, y compris à la Fed, continuent de s'attendre à une baisse significative de l'inflation au cours de l'année prochaine, à mesure que les déséquilibres de l'offre et de la demande s'atténueront».

Sur le sujet: [Les plans de Joe Biden assombris par une poussée de l'inflation aux Etats-Unis](#)

L'inflation aux Etats-Unis est au plus haut depuis 31 ans, et s'est accélérée en octobre à 5% sur un an, selon l'indice PCE du département du Commerce. Jerome Powell avait assuré, lundi dernier lors de son discours à la Maison-Blanche après [l'annonce de sa nomination](#), que la Fed agirait pour que l'inflation ne «s'enracine pas».

Yellen alerte sur le plafond de la dette

Cette audition de Jerome Powell n'est pas liée à sa nomination, mais s'inscrit dans le cadre du suivi des plans de relances. Il sera entendu conjointement avec la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, mardi devant la commission bancaire du Sénat puis mercredi devant celle des services financiers de la Chambre des représentants.

Janet Yellen, dont le discours a également été publié lundi, a souligné que «les progrès de notre reprise économique ne peuvent pas être séparés de nos progrès pour vaincre la pandémie, et je sais que nous sommes attentifs aux nouvelles au sujet du variant Omicron». Elle a également pointé du doigt un autre risque: celui du plafond de la dette, que le Congrès devra relever ou suspendre dans les semaines à venir, pour éviter un défaut de paiement de la première économie du monde.

«Je ne saurais trop insister sur l'importance pour le Congrès de régler ce problème. L'Amérique doit payer ses factures à temps et en totalité», a souligné la ministre de l'Economie et des Finances de Joe Biden. «Si nous ne le faisons pas, nous éviscérerons notre reprise actuelle.»

Lire encore: [D'un sujet parlementaire technique au spectre d'une crise majeure, ce qu'il faut savoir sur le plafond de la dette américaine](#)

Le plafond de la dette pourrait être atteint mi-décembre. Le pays ne pourrait alors plus emprunter pour financer son fonctionnement. Le Congrès avait approuvé en octobre un texte permettant de relever temporairement la limite d'endettement du pays de 480 milliards de dollars, et ainsi d'honorer ses paiements jusqu'à début décembre. La mesure avait été adoptée avec le seul soutien des élus démocrates, les républicains s'y étant farouchement opposés.